Gimont,
Le 11/02/2026

Communiqué de presse

COMMUNIQUE DE PRESSE

Arrestations d'agriculteurs ce matin en Haute-Garonne : une intimidation inacceptable contre le monde paysan !

Ce matin, à 6 heures, en Haute-Garonne, **cinq agriculteurs membres de la Coordination Rurale ont été interpellés à leur domicile et placés en garde à vue**, comme s'il s'agissait de criminels dangereux. Pour l'un d'entre eux, la porte de son domicile a été fracturée avant qu'il ne soit interpellé et menotté devant ses enfants. Voilà donc comment l'État français traite aujourd'hui ceux qui le nourrissent.

Nous dénonçons avec la plus grande fermeté ces méthodes disproportionnées, brutales et profondément choquantes. Depuis quand défendre son métier, alerter sur la détresse du monde agricole et participer à des mobilisations devient-il un motif de traitement digne du grand banditisme ?

La Coordination Rurale voit dans ces interpellations **une tentative claire d'intimidation politique**. À défaut de répondre aux revendications légitimes des agriculteurs, **l'Etat choisit la démonstration de force et la criminalisation.**

Nous refusons que les agriculteurs deviennent les boucs-émissaires d'un système à bout de souffle. Nous refusons que l'on **fasse taire par la peur et la répression ceux qui dénoncent l'effondrement programmé de notre agriculture.**

De tels agissements risquent d'empêcher toute tentative de dialogue à l'avenir entre l'État et les agriculteurs. Ces méthodes entraînent directement des conséquences néfastes pour l'ensemble des partis prenantes dans cette affaire : **les exploitants, les territoires ruraux**, et plus largement, la sauvegarde de notre souveraineté alimentaire, **subissent en premier les effets de cette politique répressive**.

Ces arrestations violentes symbolisent un Gouvernement agressif, davantage disposer à envoyer les forces de l'ordre chez les agriculteurs qu'à défendre leurs intérêts et assurer leur sécurité.

La Coordination Rurale exige :

- La libération immédiate des agriculteurs interpellés.
- L'intervention directe du Premier ministre et du Ministre de l'Intérieur afin de garantir un traitement équitable et apaisé de la situation.
- La transparence immédiate sur les motifs de ces interpellations.
- La fin des pressions judiciaires et administratives contre les agriculteurs mobilisés.
- Le retour au dialogue politique avec l'Etat sur les revendications du monde rural.

Nous appelons l'ensemble des agriculteurs et des citoyens attachés à la souveraineté alimentaire à rester mobilisés. **La Coordination Rurale estime inacceptable de la part de l'Etat d'exercer une telle pression à l'encontre de nos agriculteurs, à la veille du SIA, et de s'attaquer à la liberté syndicale et de manifester.**

Coordination Rurale www.coordinationrurale.fr 1, rue Nationale- 32200 Gimont
Tel 05 62 60 14 96 – Contact presse : 06 83 01 23 15